



BUDGET PUBLIC, SECURITE SOCIALE, EUROPE, FAIRE PAYER LES PAUVRES : NON !

Chirac tient ses promesses. Donc, il soutient son électorat le plus à droite, en poursuivant avec acharnement les baisses d'impôts et de charges sociales. Quitte à mettre les budgets publics, Etat et Sécurité sociale, dans une crise financière jamais vue. Ce sont les pauvres qui payent aujourd'hui, et qui paieront demain encore plus, une fois les élections de 2004 achevées.

Cette droite friquée gouverne pour ses intérêts corporatistes, pour les propriétaires, pour les actionnaires, pour ceux qui jouent en Bourse. Qu'on en juge en faisant les totaux :

- 4,1 milliards de cadeaux d'impôts et de charges, au budget 2004 ! Sur ce total, 1,76 milliard pour le seul allègement d'impôt direct sur le revenu ! Mais 70% de cette somme ne profite qu'à 10% des contribuables les plus aisés !

- Résultat, pour combler les déficits galopant, hausse d'un grand nombre de taxes : 1,8 milliards en plus sur le gazole et le tabac !

- pour donner un signal à la Bourse : suppression du livret d'épargne populaire, que seuls les bas revenus pouvaient ouvrir ! Mais création d'un livret spécial (le PERP) pour les plans de retraites, privés, défiscalisés, que seuls les hauts salaires peuvent se payer !

- pour les déficits « abyssaux » de la Sécurité sociale, dus à la hausse galopante du chômage, aux cadeaux aux patrons, mais aussi au milliard donné aux médecins après les élections de 2002, on fait payer d'abord les malades par le forfait hospitalier. Et on attend les élections pour des saignées plus violentes : hausse générale de la CSG que des ministres jugent à voix basse inévitable.

EMPLOIS PUBLICS ET CHOMEURS : CEINTURE !

Pour la première fois, près de 5000 postes de fonctionnaires sont supprimés dans le budget : 9739 départs en retraites non compensés, 5100 recrutements pour Sarkozy et la justice. Certes, Francis Mer et Raffarin voulaient aller jusqu'à 30 000 suppressions, en ne remplaçant qu'un départ à la

retraite sur deux. Mais les grèves du printemps, notamment dans l'Education nationale, leur font peur.

Pourtant, jamais le chiffre de 5000 postes en moins n'avait été atteint, entraînant une dégradation du service public (Education nationale, Finances...). Non seulement on annonce la rémunération des personnels au mérite, en refusant toute hausse de salaire, mais on cherche à faire fonctionner la fonction publique comme une entreprise privée : compétitivité, concurrence.

Quant aux types d'emplois encouragés dans le privé, ce sont les contrats jeunes, sans paiement de charges sociales, c'est le retour de la revendication du Medef des contrats CDD de 5 ans, c'est la guérilla contre les 35 heures (un jour férié rogné).

Le message de Raffarin-Chirac aux chômeurs et aux salariés est clair : les aides aux chômeurs vont baisser, l'Unedic ne paiera plus, l'Etat versera moins longtemps l'allocation de solidarité.

Chômeurs, avec cette droite, débrouillez-vous avec votre misère ! La solidarité, l'aide publique, c'est fini ! Donc il faut travailler à n'importe quel prix, plus longtemps, plus dur, plus précaire, avec des aides d'Etat à la place des salaires (prime pour l'emploi).

SOUS SURVEILLANCE EUROPEENNE !

Mais la tutelle européenne, la Commission « gardienne des traités » de l'Europe capitaliste, n'est pas encore satisfaite du libéralisme à la française. Vos déficits sont encore trop élevés, disent les commissaires ! Vous n'appliquez pas assez durement les règles de la concurrence, ajoutent-ils ! Ils veulent diminuer encore les dépenses publiques, les emplois publics. Et surtout que, seul, le marché gouverne partout.

Refusons cette Europe ultra-libérale. Avec les syndicats, les associations, participons au Forum de la solidarité sociale en Europe, qui se réunira en novembre à Paris !

Le 29 septembre 2003

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :